


Profil pays – Gabon

1- Informations générales

	Nom	Gabon
	Capitale(s) du pays	Libreville
	Langue	Français
	Ports Principaux	Owenido, Port-Gentil
	Littoral (km)	800

2- Liste de Contacts

[Autorités nationales compétentes chargées de préparation et de lutte en cas de pollution par les hydrocarbures](#)

Nom	Louis Léandre Ebobola Tsibah
Ministère/ Département / Agence	Ministère de la Protection de l'environnement et de la Protection de la Forêt et de la Mer
Poste	Directeur général
Adresse	B.P. 3903 Libreville, Gabon
Téléphone	+ 241 0176 39 05
Mobile	+ 241 06 23 31 10
Fax	+ 241 0176 61 81
Courriel	dgegabon2@yahoo.fr
Officiellement désigné	Oui

Nom	Otatanga Nziengui
Ministère/ Département / Agence	Comité Ministériel de Crise – Direction Générale de l'Environnement
Poste	Directeur général
Adresse	B.P. 3903 Libreville, Gabon
Téléphone	+ 241 0623 31 10
Mobile	+ 241 06 76 61 81
Fax	
Courriel	dgegabon2@yahoo.fr
Officiellement désigné	oui

Point Focal GI WACAF

Nom	Louis Léandre Ebobola Tsibah
Ministère/ Département / Agence	Ministère de la Protection de l'environnement et de la Protection de la Forêt et de la Mer
Poste	Directeur général
Adresse	B.P. 3903 Libreville, Gabon
Téléphone	+ 241 0176 39 05
Mobile	+ 241 06 23 31 10
Fax	+ 241 0176 61 81
Courriel	dgegabon2@yahoo.fr
Officiellement désigné	Oui

3- Plan National d'Intervention d'Urgence

Élaboration du PNIU

Nom du PNIU	Plan d'Urgence National du Gabon (PUNG) contre les déversements d'hydrocarbures et d'autres substances nuisibles
Statut du PNIU	Finalisé & approuvé
Date de dernière mise à jour approuvée	18 Avril 2007
Décret d'approbation	Décret N 653/PR/MTEPN 21/05/2003
Comité /Groupe de travail	Commission Adhoc instituée par arrêté n°000083/MEFEPN/SG/CENAP du 10 janvier 2004

Composants du Plan National d'Intervention d'Urgence

- Politique sur l'utilisation des dispersants

Statut de la politique sur l'utilisation des dispersants	En cours
L'utilisation des dispersants de pétrole comme (première/deuxième/dernière option/pas une option)	N/A
Existence de procédure d'approbation & d'une liste de dispersant pré-approuvés	Non
Stock de dispersant	
Est-ce que la politique sur l'utilisation de dispersants est prise en compte dans le PNIU?	Oui
Si oui, indiquer le nom du décret relatif à la politique d'utilisation de dispersants	Arrêté n°383/05/MEFEPEPN/SG/CENA fixant les techniques d'utilisation des dispersants

Liste de dispersants approuvés	Non	
Limite géographique pour l'utilisation des dispersants	-18m de profondeur -15km de la côte dans le sens du courant	
Emplacement des sites de stockage		
Nom	Propriétaire	Volume

- Cartographie de sensibilité

Statut des cartes de zones sensibles aux déversements d'hydrocarbures	En cours
Est-ce que les cartes de sensibilité sont prises en compte dans le PNIU?	Non
Date de validation	
Groupe de travail / comité	Sous-comité avec des représentants de l'administration (Pétrole, Environnement, Marine Marchande, laboratoires de recherche scientifiques et statistiques), de l'industrie pétrolière (Total, Shell, Perenco, Marathon, Fusion) et société civile (WCS) ; INC (Institut National de cartographie) ; AGEOS ; ANPN
Est-ce que la carte couvre le littoral entier?	
Est-ce que les types de littoraux et les zones les plus sensibles sont identifiés et pris en compte?	Oui
Est-ce que les cartes de sensibilité sont développées à partir du SIG ?	Oui
Source des cartes de sensibilité	

- Plan d'évaluation et de nettoyage du littoral

Est-ce que le plan d'intervention sur le littoral fait partie du PNIU ?	Oui
Est-ce que le plan d'intervention sur le littoral intègre la stratégie d'évaluation et de nettoyage du littoral ?	Oui

- Plan de gestion des déchets

Statut du plan de gestion des déchets	Non développé
Est-ce que le plan de gestion des déchets fait partie du PNIU?	N/A
Le plan de gestion des déchets prend-t-il en compte le transport, le stockage temporaire et l'élimination finale des déchets ?	
Date de validation	
Comité /groupe de travail	

- Plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune polluée

Est-ce que le plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune polluée fait partie du PNIU?	Non développé
Est-ce que le plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune polluée fournit des informations sur le recours à des experts, des volontaires et les bonnes pratiques ?	N/A

- Politique de brûlage in-situ

Est-ce que la politique de brûlage in situ fait partie du PNIU ?	Non
---	-----

Organisation

- Système de Gestion de crises (IMS)

Est-ce que le concept de Système de Gestion de crise est intégré à tous les aspects du plan (à la lutte en mer, au nettoyage du littoral, à la gestion des déchets etc.)?	Sauf pour la gestion des déchets et la faune polluée
Est-ce que les rôles et les responsabilités sont définis?	Oui

Aspects transfrontaliers

- Coopération transfrontalière

Est-ce qu'il existe un mécanisme de coopération de lutte au niveau bilatéral et/ou sous régional qui fait partie du PNIU?	Énoncé à l'article 26 du décret 653
Est-ce qu'il y a des exercices transfrontaliers organisés au moins tous les trois ans ?	Oui
Si oui, indiquez la date du dernier exercice transfrontalier	Septembre 2015

- Circulation transfrontalière d'expertise et d'équipement

Est-ce que la circulation transfrontalière d'expertise et d'équipement fait partie du PNIU ?	Oui, sous réserve de partenariat de l'industrie locale
Etat d'avancement des travaux concernant la circulation transfrontalière d'expertise et d'équipement	
Date de validation	

Autres éléments du Plan d'urgence National de lutte contre les déversements d'hydrocarbures

Est-ce qu'il y a un processus identifié dans le PNIU pour choisir la meilleure stratégie et technique pour minimiser les impacts (NEBA)?	Oui
Est-ce que le PNIU prend en compte l'apport et l'augmentation prévue des ressources pour traiter un certain nombre de scénarios de lutte (intervention à plusieurs niveaux) ?	Oui
Est-ce que le PNIU identifie l'accès aux capacités d'observation visuelle?	Oui
Est-ce que le PNIU prend en compte les substances nocives et potentiellement dangereuses ?	Non

4- Conventions & Accords

Prévention

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
Convention MARPOL 73-78	Oui	No
MARPOL IV	Oui	No
MARPOL V	Oui	No
MARPOL VI	Non	No

Préparation et intervention

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
OPRC 1990	Oui	oui
Protocole OPRC-HNS - 2000	Non	Non

Responsabilité et indemnisation

Name	Ratification	Transposition dans la législation nationale
CLC 1992	Oui	Non
FONDS 1992	Oui	Non
Fonds complémentaire	Non	Non
Convention HNS 1996	Non	Non
Protocole HNS 2010	Non	Non
Convention Hydrocarbures de soute - 2001	Non	Non

Accords Sous -Régionaux et Bilatéraux

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
Convention d'Abidjan - Protocole relatif à la Pollution par les hydrocarbures	Oui	Non
Plan régional de lutte contre les déversements du Programme du Grand Ecosystème Marin du Courant de Guinée (GCLME)	Oui	Non
Convention de Bamako (sur l'Interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux et sur le Contrôle des Mouvements transfrontaliers et la Gestion des déchets dangereux produits en Afrique)	Oui	Non

5- Formation

Est-ce que le pays organise des formations internes et/ou des exercices au moins une fois par an ?	Oui, par les pétroliers
Liste des activités menées par le projet GI WACAF depuis 2013	
Type et thème de l'activité	Date
Atelier sous régional sur les défis relatifs au nettoyage des littoraux et à la gestion des déchets en cas de déversement des hydrocarbures	Septembre 2015
Exercice transfrontalier avec le Congo pour tester la communication en cas de déversement d'hydrocarbures	Septembre 2015
Conférence sous régionale sur le régime international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures	Novembre 2014

6- Expertise et ressources

Commentaires

Gouvernement :

Le gouvernement dispose de certains équipements de la marine, de la Garde côtière (forces de police nationales) et la marine marchande à travers la société gabonaise de la navigation intérieure et les ports.

Privé :

Shell et Total Gabon ont mis en place, dans le cadre de leurs activités, du matériel d'intervention et peut recourir à la base de Southampton en cas d'incident grave.

Remarque : un centre de formation sera intégré au Oil Spill Response Centre (centre de lutte contre les déversements), qui est en attente de budgétisation par le gouvernement. Le 'Oil Spill Response Centre' a pour rôle de servir comme centre de ressources.

Equipements

<p>Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (TIER1) ?</p>	<p>Oui</p>
<p>Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (TIER2) ?</p>	<p>Non</p>
<p>Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (TIER3) ?</p>	<p>Non</p>